

## SPÉCIAL PRÉVISIONS QUÉBEC-ONTARIO : LE RALENTISSEMENT ÉCONOMIQUE CULMINERA EN 2007 MAIS SE DISSIPERA PAR LA SUITE

### FAITS SAILLANTS

#### Québec

- Le ralentissement économique aux États-Unis affaiblira davantage l'économie du Québec en 2007. La progression du PIB réel fléchira à seulement 1,1 % cette année comparativement à 1,6 % en 2006.
- Le recul des exportations sera la principale entrave à la croissance économique en 2007. Le déficit commercial, déjà à un niveau record, se creusera pour atteindre plus de 15 milliards de dollars en termes réels.
- Les difficultés du secteur manufacturier persisteront cette année et les mises à pied freineront à nouveau la progression générale de l'emploi. Le taux de chômage remontera de 8 %, en moyenne en 2006, à 8,2 % cette année.
- En 2008, l'accélération de l'économie américaine permettra au Québec de reprendre son envol. La hausse du PIB réel atteindra 2,3 %, soit un rythme plus près de son potentiel de production à long terme.

#### Ontario

- Déjà durement touchée par la force du dollar canadien, par les difficultés du secteur automobile et par les prix élevés des matières premières, l'économie ontarienne devra composer avec une demande américaine plus faible cette année. La croissance du PIB réel de la province sera ainsi de seulement 1,4 % en 2007 avant de s'accroître à 2,6 % en 2008.
- La dégradation du solde commercial continuera de freiner l'économie ontarienne mais la vigueur de la consommation et de l'investissement permettra d'éviter un important recul de l'activité économique.
- Les mises à pied demeureront nombreuses dans le secteur manufacturier, ce qui limitera la croissance de l'emploi encore cette année.
- Le ralentissement du marché résidentiel se poursuivra. Les dépenses de rénovation demeureront fortes mais la construction neuve et le nombre de reventes seront significativement à la baisse en 2007 et 2008.

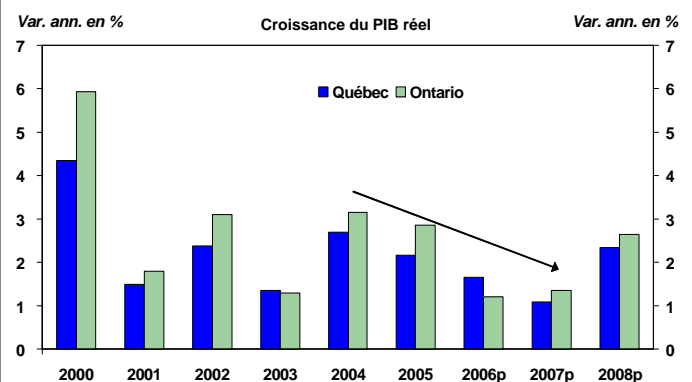
**Plusieurs régions du Québec traversent une profonde période d'ajustements structurels avec la crise forestière en toile de fond. Les perspectives 2007 sont présentées en primeur à la page 4.**

### Prévisions en bref - Québec

La phase de ralentissement économique est déjà bien engagée au Québec et l'année 2007 s'annonce particulièrement difficile. Dans un contexte où le secteur industriel est déjà en mauvaise posture, la baisse de régime de l'économie américaine n'augure rien de bon pour les entreprises exportatrices. Même si le huard a perdu quelques plumes récemment et que les prix du pétrole semblent se stabiliser autour de 60 \$ US le baril, le secteur manufacturier n'est pas au bout de ses peines. Les exportations internationales ont perdu de la vitesse tout au long de 2006 et un recul ne pourra être évité cette année.

Les risques de récession qui persistent au sud de la frontière, quoique moins élevés qu'à l'automne 2006, placent le Québec dans une position très délicate. L'ampleur du ralentissement économique aux États-Unis sera décisive pour notre

### L'année 2007 s'annonce difficile dans le centre du pays



Sources : Institut de la Statistique du Québec (ISQ), Ministère des Finances de l'Ontario (MFO) et Desjardins, Études économiques

**François Dupuis**

Vice-président et économiste en chef

**Hélène Bégin**

Économiste

**Mathieu D'Anjou**

Économiste

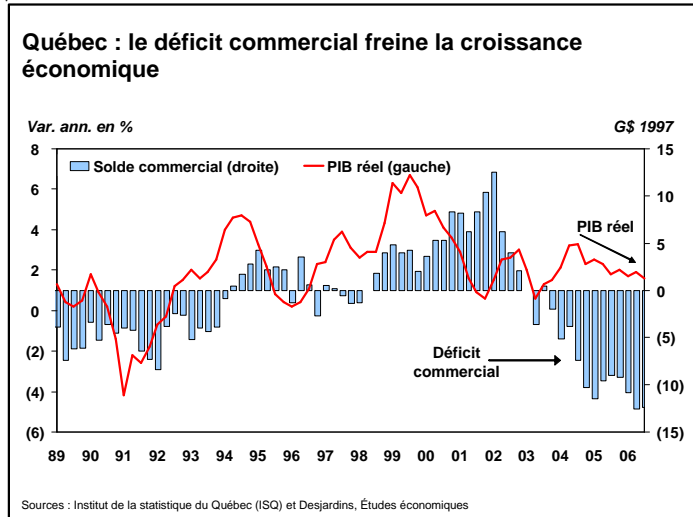
**Louis Gagnon**

Économiste

Tél. : 418 835-2450 ou 1 866 835-8444, poste 2450

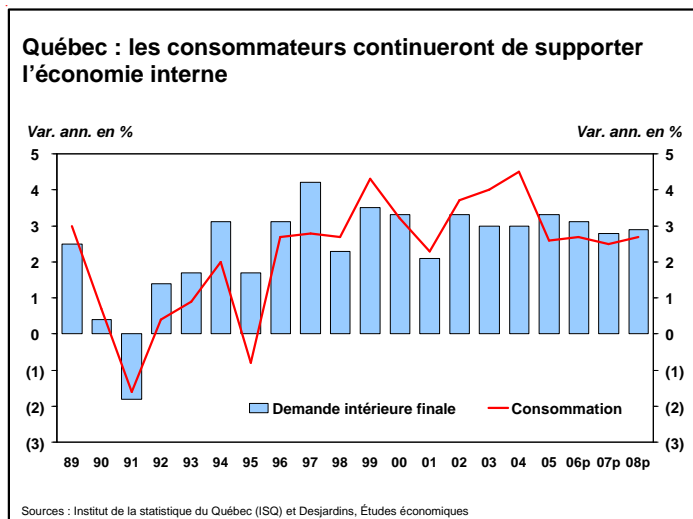
Courriel : desjardins.economie@desjardins.com

économie. Le lourd déficit commercial de la province freine de plus en plus la progression du PIB réel, de sorte que la croissance économique repose essentiellement sur la demande intérieure. Advenant une chute des exportations internationales, semblable à celle encaissée lors de la récession américaine de 2001, le Québec ne pourrait échapper à une contraction du PIB réel en 2007. Bien qu'il soit prématuré d'envisager un tel scénario, le risque mérite d'être mentionné.



Cependant, la demande intérieure devrait tenir le coup, notamment grâce à l'appui des consommateurs qui comptent à eux seuls pour 60 % de l'économie du Québec. La consommation pourrait certes s'essouffler un peu cette année en raison de la faible création d'emplois, mais les ajustements relatifs à l'équité salariale permettront aux dépenses de maintenir un bon rythme. Le Gouvernement du Québec versera ce printemps un paiement rétroactif de 1,8 milliard de dollars qui s'ajoutera aux ajustements de salaires effectués dans le cadre de l'équité salariale. Bien que ces montants ne touchent qu'une partie des employés de l'État, l'ampleur des sommes en jeu alimentera les dépenses de consommation au Québec en 2007, ce qui permettra d'éviter un essoufflement trop marqué.

Avec le support additionnel des investissements des entreprises et des dépenses publiques, la vitalité de la demande intérieure agira comme un rempart pour l'économie. Cet atout

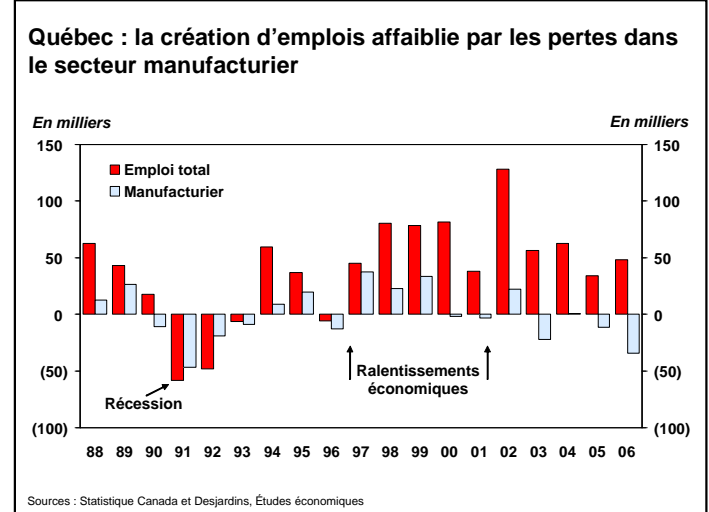


permettra au Québec d'effectuer un atterrissage en douceur en 2007 en dépit de la détérioration du commerce extérieur.

En 2008, la relance de l'économie américaine permettra au Québec de rebondir. Grâce au redressement des exportations internationales, la progression du PIB réel atteindra 2,3 % l'an prochain, une hausse nettement plus rapide que celle de 1,1 % anticipée cette année. La performance économique du Québec demeurera cependant inférieure à celle de l'ensemble du Canada, dont la croissance sera de 2,2 % cette année et de 2,8 % l'an prochain.

**Les consommateurs : un appui de taille**

Les dépenses de consommation ont surpris par leur vigueur au cours de 2006. Un léger essoufflement est à prévoir en 2007, puisque la création d'emplois risque d'être beaucoup moins soutenue. Les mises à pied dans le secteur manufacturier devraient peser lourd dans la balance, ce qui freinera encore la progression générale de l'emploi. Le gain de 30 000 postes prévu cette année serait le plus faible depuis le ralentissement économique de 1995. La situation n'aura toutefois rien de comparable aux pertes massives d'emplois de la dernière récession du début des années 90.



Cette léthargie du marché du travail pourrait ébranler quelque peu la confiance des consommateurs. Pour l'instant, celle-ci est légèrement supérieure à la moyenne historique. Les dépenses de consommation devraient s'accroître de 2,8 % cette année, un faible ralentissement par rapport à la hausse de 3,1 % enregistrée en 2006.

Le règlement de l'équité salariale du gouvernement provincial permettra d'éviter une baisse de régime plus prononcée de la consommation cette année. Les sommes en jeu sont en effet considérables puisque 1,8 milliard de dollars de paiement rétroactif (depuis 2001) sera versé au printemps 2007. Une partie de cet argent sera à son tour dépensée (environ le tiers), ce qui sera positif pour la consommation. Ainsi, le règlement de l'équité salariale atténuera l'impact de la faible progression de l'emploi cette année.

En 2008, la relance de l'économie stimulera le marché du travail, de sorte que la création d'emplois passera à 50 000,

une nette amélioration en regard des 30 000 prévus cette année. Le taux de chômage pourra enfin fléchir sous les 8 % pour atteindre 7,7 %, en moyenne l'an prochain, par rapport à 8,2 % en 2007.

La résistance des ménages permettra à l'économie du Québec de connaître un ralentissement économique modéré en 2007. Comme la confiance est élevée, que la création d'emplois, bien que timide, est au rendez-vous et que les taux d'intérêt directeurs sont relativement faibles d'un point de vue historique, une chute de la consommation semblable à celle observée lors des deux dernières récessions n'est pas envisagée. De plus, contrairement aux États-Unis, le Québec échappera à une correction du marché immobilier, ce qui sera favorable pour les dépenses de consommation.

### Entreprises : le contexte sera plus difficile en 2007

Le secteur industriel a dû surmonter plusieurs embûches au cours des dernières années : l'appréciation du dollar canadien, le haut niveau des cours pétroliers et l'intensification de la concurrence mondiale. Celui-ci a assez bien résisté jusqu'ici, mais la crise dans certains secteurs, comme la foresterie et les pâtes et papiers, affecte durement plusieurs régions de la province. Avec la décélération de l'économie américaine en toile de fond, la période d'ajustements structurels des entreprises exportatrices sera encore plus corsée en 2007.

Une baisse des exportations du Québec ne pourra être évitée l'an prochain, mais l'ampleur sera moindre que celle observée lors de la récession américaine de 2001. Le ralentissement graduel de l'économie de notre voisin, dont le taux de croissance passera de 3,4 % en 2006 à 2,5 % cette année, limitera les dégâts. Si jamais le risque de récession aux États-Unis devait se concrétiser, une chute des exportations de la province ne pourra être évitée.

Pour l'instant, rien ne laisse présager une récession du secteur industriel. L'indice ISM manufacturier des États-Unis, un bon baromètre de l'activité à venir de ce côté-ci de la frontière, a certes reculé récemment sous le niveau critique de 50. Cependant, il se situe bien au-dessus de la marque de 40 qui

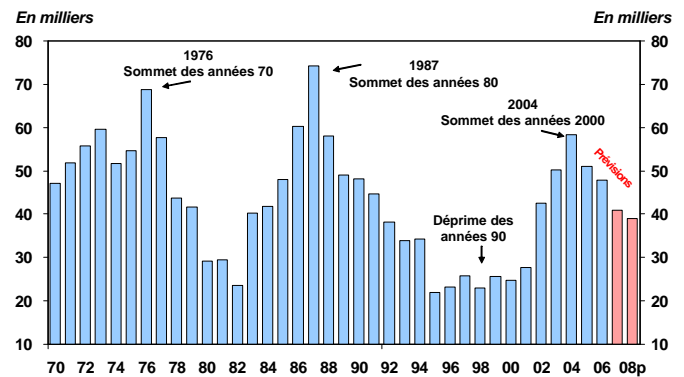
précède habituellement une forte contraction du secteur industriel au Québec.

Du côté de l'investissement des entreprises, le Québec traîne de la patte par rapport à l'ensemble du pays. Même l'Ontario, qui connaît un ralentissement économique sévère, se tire mieux d'affaire. Les sommes investies en modernisation ne sont que faiblement à la hausse au Québec, au moment où la force du dollar canadien aurait dû stimuler l'achat d'équipements à moindre coût des États-Unis. Du côté de la construction, plusieurs projets d'envergure ont été annoncés récemment, comme la nouvelle usine de 550 millions d'Alcan au Saguenay et le chantier hydroélectrique Eastmain-1A. En 2007, plusieurs investissements sont aussi prévus dans les secteurs pétrochimiques et miniers. Globalement, les investissements des entreprises devraient s'accroître de 3,2 % cette année, puis de 4,5 % l'an prochain.

### Habitation : atterrissage en douceur

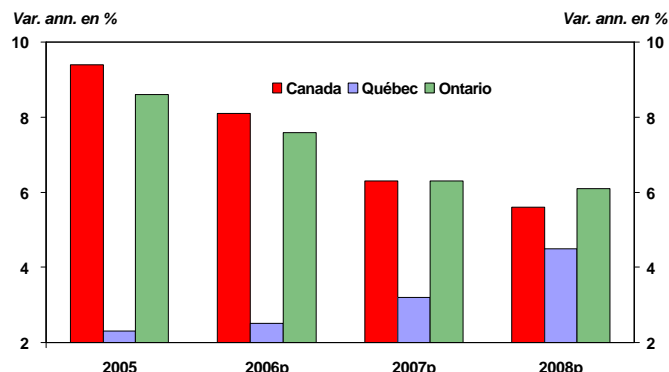
Suite à l'essor de la construction, qui a fait doubler les mises en chantier de 2001 à 2004, le repli de l'activité amorcé en 2005 se poursuivra. Maintenant que le marché locatif ainsi que celui de la revente de propriétés sont pratiquement revenus à l'équilibre, la demande d'habitations neuves s'arrimera davantage à la progression démographique. Les mises en chantier fléchiront cette année et l'an prochain, 41 000 et 39 000 unités sont prévues respectivement.

#### Québec : la baisse des mises en chantier se poursuivra



Sources : Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) et Desjardins, Études économiques

#### Québec : les investissements des entreprises manquent de vigueur



Sources : Statistique Canada, Ministère des Finances de l'Ontario (MFO), Institut de la statistique du Québec (ISQ) et Desjardins, Études économiques

Sur le marché existant, les ventes de maisons ont fracassé un record l'an dernier, mais plusieurs signes indiquent que le sommet est derrière nous. L'augmentation du nombre de propriétés à vendre atténue la pression : les délais de vente s'allongent et l'augmentation des prix s'apaise. Le marché sera plus équilibré en 2007, ce qui se traduira par des hausses de prix d'environ 3 %, un rythme plus près du taux d'inflation qui avoisinera les 2 %. Une baisse généralisée des prix, comme celle qui a caractérisé les années 1990, en raison du surplus de logements locatifs et de maisons à vendre, sera évitée. Seules les propriétés plus dispendieuses pourraient subir une diminution de prix à court terme. Beaucoup plus de condos et de maisons haut de gamme sont à vendre, tandis que les acheteurs sont moins nombreux.

## PRÉVISIONS EN BREF

### Plusieurs régions du Québec en cours de restructuration

L'économie du Québec est au ralenti. Des signes de faiblesse sont nettement visibles depuis le début de 2005. Ceux-ci se sont même accentués au cours des derniers mois. L'année 2007 s'annonce encore difficile, quoique la tendance récente de certains indicateurs, particulièrement aux États-Unis, soulève de nouveaux espoirs quant à l'arrivée, dans les prochains mois, d'un retournement positif pour la conjoncture économique québécoise. Toutefois, il ne faut pas être trop optimiste. Même si l'atténuation des chocs de nature conjoncturelle devait se concrétiser au cours de l'année, plusieurs problèmes structurels persisteront, surtout pour les régions dites périphériques.

En fait, le Québec connaît depuis quelque temps une intensification des inégalités entre ses régions. L'appréciation de la devise canadienne, l'accroissement de la concurrence inter-

nationale, la montée du protectionnisme américain et la diminution de certaines possibilités, par exemple dans le domaine forestier, ont nécessité des ajustements dans divers secteurs d'activités économiques. De plus, la rareté de main-d'oeuvre qualifiée, la désuétude de certains équipements manufacturiers et le financement insuffisant dans les secteurs de pointe sont demeurés des obstacles importants à la croissance dans plusieurs régions.

Pour 2007, les perspectives retenues ne laissent entrevoir que très peu de répit pour bon nombre d'entre elles, car des ajustements majeurs s'opèrent en raison de la réallocation du capital et de la main-d'oeuvre des secteurs à faible valeur ajoutée vers ceux à forte valeur ajoutée. Toutefois, des régions pourraient profiter de certaines opportunités qui s'offrent à elles, afin de soutenir leur économie.

## PIB NOMINAL DES RÉGIONS DU QUÉBEC (CROISSANCE EN %)

	2003	2004	2005p	2006p	2007p
<b>RÉGIONS RESSOURCES</b>					
Nord-du-Québec	7,7	12,1	1,4	--	--
Côte-Nord	13,9	4,9	2,2	--	-
Abitibi-Témiscamingue	3,7	5,7	2,1	--	-
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	6,7	2,3	3,0	--	=
Saguenay - Lac-saint-Jean	5,8	5,3	3,7	--	=
Bas-Saint-Laurent	6,2	2,4	3,7	-	+
<b>RÉGIONS DU CENTRE ET DE L'OUTAOUAIS</b>					
Estrie	6,5	3,2	3,6	--	-
Chaudière-Appalaches	8,5	3,6	3,8	--	+
Centre-du-Québec	5,0	1,2	4,2	-	+
Mauricie	5,1	4,2	3,7	=	=
Capitale-Nationale	6,4	3,4	3,9	=	+
Outaouais	4,8	4,2	3,8	++	+
<b>RÉGIONS PÉRIPHÉRIQUES DE MONTRÉAL</b>					
Laval	4,1	6,2	4,8	--	=
Lanaudière	6,5	6,2	4,1	--	=
Montréal	2,0	5,5	4,8	=	-
Laurentides	5,7	6,4	4,6	=	=
Montérégie	5,3	5,6	4,6	+	=
<b>TOTAL QUÉBEC</b>	<b>3,8</b>	<b>4,9</b>	<b>4,0</b>	<b>3,7</b>	<b>2,8</b>

Légende : = : près de la moyenne provinciale  
+ : supérieur à la moyenne provinciale  
++ : largement supérieur à la moyenne provinciale  
- : inférieur à la moyenne provinciale  
-- : largement inférieure à la moyenne provinciale  
p : prévision

Sources : Institut de la statistique du Québec (ISQ) et Desjardins, Études économiques

**Régions ressources :  
relance du secteur minier et retour des grands chantiers**

Dans le cas des régions ressources, (Bas-Saint-Laurent, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord, Nord-du-Québec et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine), elles ont l'occasion de relancer leur secteur minier en raison de l'accroissement de la demande mondiale pour les métaux. Les grands chantiers sont également de retour avec, entre autres, la construction prochaine et, potentiellement, à venir de nouveaux barrages hydroélectriques, l'ajout de nouvelles infrastructures pour l'Alcan et le développement éolien. Cependant, ces travaux s'échelonnent sur plusieurs années et les effets ne seront que légèrement perceptibles en 2007.

Ces projets offrent aussi un excellent tremplin à la diversification des entreprises régionales, notamment dans la deuxième transformation des matières premières et dans le secteur des services. Cette diversification devrait favoriser la transition des travailleurs qui ont récemment perdu leur emploi, entre autres, dans le domaine forestier ou dans la transformation du bois, vers d'autres secteurs et elle pourrait également être bénéfique aux jeunes chercheurs d'emploi qui quittent vers d'autres régions administratives.

**Régions du centre : restructuration dans le  
manufacturier et nouvelle embellie dans les services**

Pour les régions du centre, (Capitale-Nationale, Mauricie, Estrie, Chaudière-Appalaches, Centre-du-Québec et l'Outaouais), l'année 2007 sera caractérisée par une restructuration accrue du secteur manufacturier et par une nouvelle embellie du secteur des services. Le développement de créneaux spécialisés et l'accroissement de la productivité retiendront particulièrement l'attention des fabricants de la Mauricie, de l'Estrie, de Chaudière-Appalaches et du Centre-du-Québec, soit des régions qui regroupent près du quart des emplois manufacturiers de la province.

Quant à la Capitale-Nationale et à l'Outaouais, le secteur des services demeurera le pilier de leur économie. Ces régions compteront sur l'accentuation de la relance des technologies de l'information, sur la poursuite des travaux de recherches axés sur les sciences de la vie et sur les matériaux composites, de même que sur la présence de la fonction publique, pour ne nommer que ceux-là.

**Montréal et sa périphérie : contrats importants  
obtenus dans certains secteurs de la fabrication**

Pour le dernier groupe qui est composé de Montréal et de ses régions périphériques (Laval, Lanaudière, les Laurentides et la Montérégie), l'année 2007 sera plutôt mitigée au plan de la croissance économique. À l'image de 2006, le secteur manufacturier devra continuer à s'ajuster à un environnement difficile (envolée du huard, hausse de la concurrence étrangère, baisse de la demande américaine, etc.). Cependant, certains domaines spécialisés (aéronautique, matériel de transport, produits électroniques, etc.) se démarqueront grâce à l'obtention de contrats importants. De plus, le ralentissement du secteur résidentiel fera place à l'ajout de commerces à grandes surfaces ainsi qu'à la construction de nouveaux établissements de santé et d'éducation. À l'instar des régions du centre, le développement du secteur des services restera soutenu.

Toutefois, les importantes disparités entre les villes situées près de Montréal et celles au nord des Laurentides, de Lanaudière et au sud de la Montérégie demeureront un frein à l'expansion de ces zones plus éloignées de l'agglomération montréalaise.

## Prévisions en bref - Ontario

L'économie ontarienne connaît actuellement des moments très difficiles. Les bouleversements des dernières années, particulièrement l'appréciation du dollar canadien, les difficultés du secteur automobile, la poussée des prix des matières premières et la concurrence internationale accrue ont frappé de plein fouet le secteur manufacturier et entraîné une chute du surplus commercial. L'essoufflement du marché de l'habitation a aussi ralenti l'activité économique. Le PIB réel de l'Ontario a même enregistré un léger recul au troisième trimestre de 2006, ce qui a ramené au premier plan les craintes de récession.

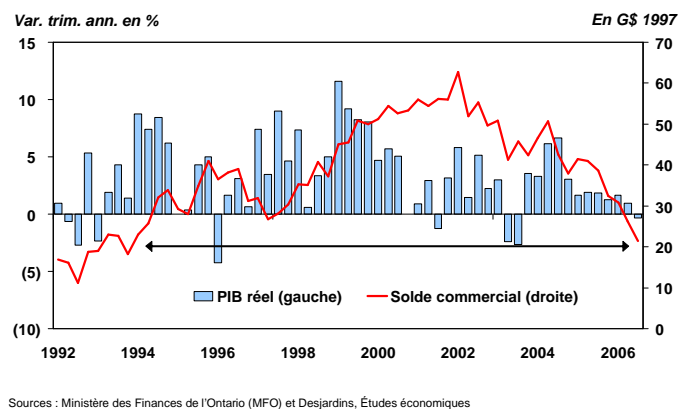
Bien qu'il ne s'agisse pas du scénario retenu, une légère baisse de l'activité économique n'est pas impossible en fin de 2006. Ceci entraînerait une « récession technique » (deux trimestres consécutifs de légère baisse du PIB réel). La vigueur de la consommation devrait cependant permettre d'éviter une période de décroissance soutenue, semblable à celle connue au début des années 1990. La progression de l'économie demeurera toutefois très faible à court terme puisque les problèmes des manufacturiers se poursuivront. Ces entreprises, dont les activités sont fortement axées sur le commerce international, devront composer avec une demande américaine plus modeste en première moitié de 2007. De plus, le recul du secteur résidentiel se poursuivra pour quelques années. La performance économique de l'Ontario demeurera donc très modeste. La croissance devrait se situer à 1,4 % cette année avant de s'accélérer quelque peu à 2,6 % l'an prochain. Il s'agirait d'une performance bien inférieure à celle du Canada, soit 2,2 % en 2007 et 2,8 % en 2008.

### Consommation : la principale source de croissance

Jusqu'à maintenant, les ménages ontariens ont fait fi du ralentissement économique et ont continué d'accroître leurs dépenses de façon importante. De plus, les dernières données montrent que la confiance des ménages demeure à un niveau historiquement élevé. La consommation vigoureuse a permis à l'économie d'afficher un résultat positif en 2006 et elle devrait demeurer la principale source de croissance au cours des prochaines années.

La performance modeste du marché du travail ralentira cependant quelque peu la progression des dépenses des ménages. Les difficultés du secteur manufacturier ont entraîné de nombreuses mises à pied qui ont limité les gains d'emplois en 2005 et 2006. La création d'emplois sera encore plus faible cette année alors que les licenciements demeureront importants dans le secteur de la fabrication. Malgré cette faible embauche, le taux de chômage demeurera relativement bas, aux environs de 6,5 %. La croissance modeste du revenu disponible des ménages modérera aussi quelque peu l'appétit des consommateurs et devrait entraîner le taux d'épargne en territoire négatif l'an prochain. Malgré tout, la consommation réelle devrait s'accroître d'environ 3 % en 2007 et 2008.

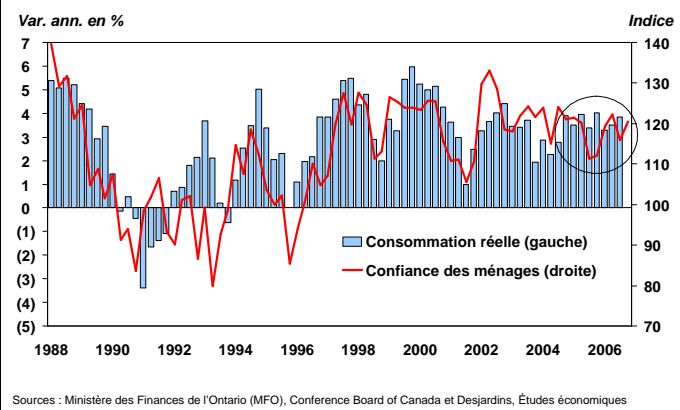
### Ontario : la chute du solde commercial entraîne une baisse du PIB réel



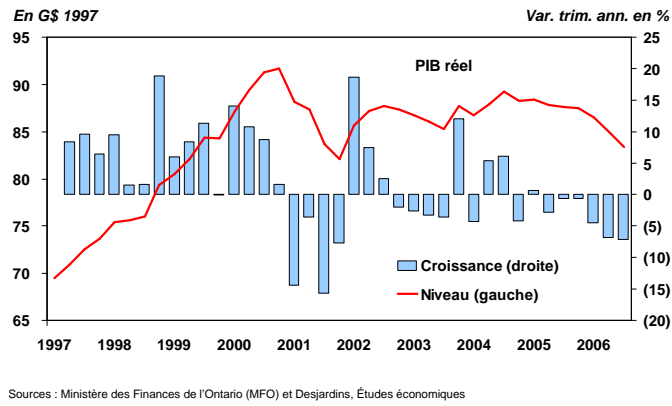
### Entreprises : les investissements progresseront malgré tout

Les défis sont présentement nombreux pour les entreprises. En particulier, le secteur manufacturier connaît une récession depuis plusieurs trimestres qui a été amplifiée récemment par les problèmes de l'industrie automobile. Les prochains mois s'annoncent tout aussi difficiles pour les fabricants qui subiront le ralentissement temporaire de l'économie américaine. La reprise progressive de l'activité aux États-Unis et la mise en fonction de la nouvelle usine de Toyota devraient permettre au secteur industriel de sortir de son marasme en 2008. Les entreprises auront alors eu le temps de s'ajuster à la poussée du dollar canadien et aux prix élevés des matières premières. Malgré le contexte difficile, les entreprises continueront d'augmenter leurs investissements à un bon rythme au cours des prochaines années. Il faut dire que la force du dollar canadien a l'avantage de rendre plus abordable l'équipement étranger. La faiblesse de taux d'intérêt favorise aussi l'investissement. Après quelques années de hausses soutenues, la croissance des achats de machines et de matériel ralentira quelque peu,

### Ontario : la confiance et la consommation demeurent élevées



### Ontario : le secteur de la fabrication déjà en récession



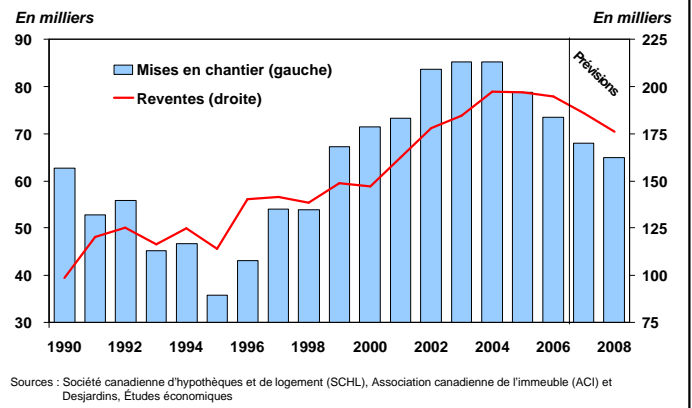
mais elle demeurera supérieure à 5 %. De son côté, la construction de bâtiments non résidentiels est récemment retournée en territoire positif et devrait continuer de progresser, profitant, entre autres, d'une relance de la construction de tours à bureaux à Toronto.

### Habitation : le ralentissement se poursuivra

Après une période particulièrement faste au début des années 2000, le marché de l'habitation connaît maintenant un ralentissement. La hausse importante des prix des résidences et une légère remontée des taux hypothécaires ont rendu l'achat de biens immobiliers beaucoup moins abordable. Ceci incitera plusieurs ménages à se tourner vers les logements locatifs. Le nombre de mises en chantier a diminué significativement en 2005 et 2006 et cette tendance se poursuivra au cours des deux prochaines années. Jusqu'à maintenant, la revente de maisons existantes s'est maintenue près des sommets historiques mais tout indique que le nombre de transactions reculera de près de 5 % en 2007 et 2008. La croissance des prix des résidences a ralenti significativement

l'an dernier; elle s'approchera progressivement de l'inflation au cours des prochaines années. La vitalité des dépenses de rénovation contrebalancera en partie le recul des autres composantes résidentielles mais, dans l'ensemble, la construction immobilière reculera légèrement au cours des deux prochaines années.

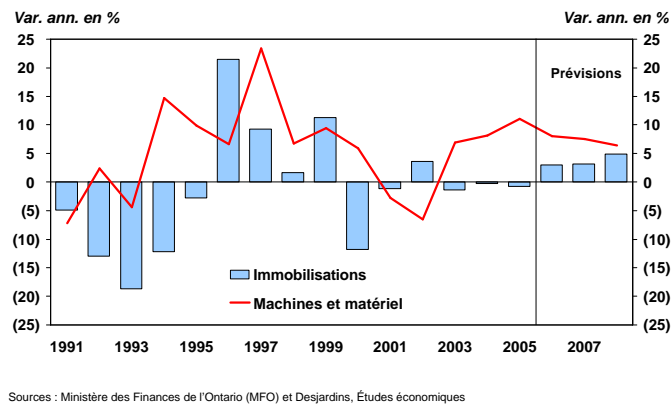
### Ontario : le ralentissement du marché de l'habitation se poursuivra



### Gouvernement : les dépenses publiques soutiendront la croissance

Les dépenses publiques devraient augmenter d'environ 3 % en 2007 et 2008 ce qui soutiendra l'économie ontarienne. Le gouvernement provincial a maintenant réussi à éliminer son déficit. Il pourra ainsi continuer à procéder à d'importants investissements dans les secteurs jugés prioritaires (éducation, infrastructures, etc.). Les annonces pourraient être particulièrement nombreuses d'ici les élections provinciales de l'automne 2007. L'augmentation probable des transferts fédéraux, dans le but de régler la question du déséquilibre fiscal, et la situation minoritaire du gouvernement fédéral devraient aussi soutenir la croissance des dépenses publiques.

### Ontario : l'investissement des entreprises demeurera soutenu



## QUÉBEC

### PIB ET COMPOSANTES

	2005	2006	2007		2008
			Prévisions		
Produit intérieur brut (M\$ 1997)	237 981	241 901	244 510	250 229	
Variation (%)	2,2	1,6	1,1	2,3	
Demande intérieure finale (%)	2,6	2,7	2,5	2,7	
Dépenses personnelles (%)	3,3	3,1	2,8	2,9	
Construction résidentielle (%)	(1,8)	(1,9)	(2,3)	(3,5)	
Inv. des entreprises (%)	2,3	2,5	3,2	4,5	
Dépenses publiques (%)	2,8	2,9	2,7	2,7	
Exportations (%)	3,1	1,0	(0,4)	2,0	
Importations (%)	5,3	2,7	1,6	2,0	
Solde commercial (M\$ 1997)	(9 833)	(12 365)	(15 327)	(15 672)	
Variation des stocks (M\$ 1997)	2 994	2 973	2 200	1 400	

### CONSOUMMATEURS

	2005	2006	2007		2008
			Prévisions		
Création d'emplois (000)	37	48	30	50	
Emplois (var. en %)	1,0	1,3	0,8	1,3	
Taux de chômage (%)	8,3	8,0	8,2	7,7	
Rémunération hebdomadaire (\$)	688	705 <sup>e</sup>	718	734	
Variation (%)	2,6	2,5 <sup>e</sup>	1,8	2,2	
RPD réel <sup>1</sup> (var. en %)	1,1	3,0 <sup>e</sup>	2,7	2,7	
Taux d'épargne personnelle (%)	1,3	1,2 <sup>e</sup>	1,0	0,6	
Ventes au détail (var. en %)	5,8	5,1 <sup>e</sup>	4,0	4,8	
Taux d'inflation (%)	2,3	1,8	1,7	2,3	

### HABITATION

	2005	2006	2007		2008
			Prévisions		
Mises en chantier (unités)	50 910	47 877	41 000	38 000	
Variation (%)	(12,9)	(6,0)	(14,4)	(7,3)	
Ventes de maisons (unités)	70 649	72 520	69 250	63 000	
Variation (%)	2,0	2,6	(4,5)	(9,0)	
Prix de vente moyen (000 \$)	185	194	200	204	
Variation (%)	7,9	5,1	2,8	2,3	
Taux d'inoccupation des logements locatifs (%)	2,0	2,5	3,2	3,5	

## ONTARIO

### PIB ET COMPOSANTES

	2005	2006	2007		2008
			Prévisions		
Produit intérieur brut (M\$ 1997)	483 962	489 760	496 379	509 528	
Variation (%)	2,8	1,2	1,4	2,6	
Demande intérieure finale (%)	3,8	3,7	3,1	3,2	
Dépenses personnelles (%)	3,7	3,3	2,9	3,1	
Construction résidentielle (%)	1,8	0,3	(1,9)	(0,8)	
Inv. des entreprises (%)	8,6	7,6	6,3	6,1	
Dépenses publiques (%)	3,1	4,0	3,2	2,8	
Exportations (%)	1,7	(0,2)	0,9	2,9	
Importations (%)	4,1	4,3	2,3	3,1	
Solde commercial (M\$ 1997)	38 367	25 319	21 285	21 122	
Variation des stocks (M\$ 1997)	4 594	6 131	3 975	2 600	

### CONSOUMMATEURS

	2005	2006	2007		2008
			Prévisions		
Création d'emplois (000)	81	95	73	105	
Emplois (var. en %)	1,3	1,5	1,1	1,6	
Taux de chômage (%)	6,6	6,3	6,5	6,3	
Rémunération hebdomadaire (\$)	769	787 <sup>e</sup>	799	818	
Variation (%)	2,7	2,4 <sup>e</sup>	1,6	2,4	
RPD réel <sup>1</sup> (var. en %)	1,9	3,5 <sup>e</sup>	1,8	2,0	
Taux d'épargne personnelle (%)	1,6	1,7 <sup>e</sup>	0,7	(0,4)	
Ventes au détail (var. en %)	4,7	4,2 <sup>e</sup>	3,5	4,4	
Taux d'inflation (%)	2,2	1,8	1,5	2,3	

### HABITATION

	2005	2006	2007		2008
			Prévisions		
Mises en chantier (unités)	78 795	73 417	68 000	65 000	
Variation (%)	(7,4)	(6,8)	(7,4)	(4,4)	
Ventes de maisons (unités)	197 007	194 793	186 000	176 000	
Variation (%)	(0,2)	(1,1)	(4,5)	(5,4)	
Prix de vente moyen (000 \$)	263 042	278 455	285 500	291 250	
Variation (%)	7,3	5,9	2,5	2,0	
Taux d'inoccupation des logements locatifs (%)	3,8	3,4	3,2	3,0	

## CANADA

### PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS

En fin de période en %	2007					2008				
	I	II	III	IV	MOY.	I	II	III	IV	MOY.
Taux préférentiel	6,00	6,00	5,50	5,50	5,75	5,50	5,50	5,75	6,25	5,75
Bons du Trésor - 3 mois	4,15	4,00	3,70	3,75	3,90	3,80	3,85	4,10	4,50	4,05
Obligations fédérales - 2 ans	4,05	3,75	3,90	4,20	3,95	4,30	4,50	4,60	4,75	4,55
- 10 ans	4,10	3,90	4,10	4,50	4,15	4,70	4,80	4,90	5,00	4,85
\$ US/\$ CAN	84,50	83,50	85,00	88,00	85,25	90,00	91,75	92,00	92,50	91,50
Indice S&P/TSX <sup>2</sup>	Fourchette 13 500 - 14 500; cible 14 000 (+8,5 %)					Fourchette 14 500 - 16 250; cible 15 750 (+12,5 %)				

Sources : Statistique Canada, Banque du Canada, Ministère des Finances de l'Ontario (MFO), Institut de la statistique du Québec (ISQ), Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), Association canadienne de l'immeuble (ACI) et Desjardins, Études économiques

<sup>1</sup> : RPD réel : revenu personnel disponible après inflation.

<sup>2</sup> : Fourchette et cible en fin de période.

<sup>e</sup> : Estimation